



GLOBAL DEAL

ENSEMBLE POUR LE TRAVAIL DÉCENT
ET LA CROISSANCE INCLUSIVE

PLATEFORMES MONDIALE ET FRANÇAISE



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DU PLEIN EMPLOI
ET DE L'INSERTION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

2023

SOMMAIRE

- LA PLATEFORME MONDIALE DU GLOBAL DEAL
- LA PLATEFORME FRANCAISE
- LE DIALOGUE SOCIAL INTERNATIONAL : THÈMES ET VALEUR AJOUTÉE
- ENJEUX LIÉS AUX OBJECTIFS DU G7 SOCIAL
- THEMATIQUES 2020-2022/INITIATIVES
- LES OUTILS DE PARTAGE/COMMUNICATION

LA PLATEFORME MONDIALE DU GLOBAL DEAL



ÉLÉMENTS CLÉS DU GLOBAL DEAL

Le « Global Deal » est une **initiative co-pilotée par l'OCDE et l'OIT**, lancée septembre 2016 par le Premier ministre suédois Stefan Löfven qui **permet aux partenaires de s'engager volontairement à renforcer le dialogue social** à tous les niveaux. Elle repose sur trois principes :

1. Accélérer l'action



Les partenaires sont encouragés à prendre des engagements volontaires qui contribuent à la vision portée par le Global Deal en faveur du travail décent et de la croissance inclusive. Les partenaires identifient et formulent des engagements adaptés à leurs propres contextes et capacités. Sous le thème « accélérer l'action » sont également inclus le travail de plaidoyer et les efforts de sensibilisation sur le potentiel que recèlent le dialogue social et des relations professionnelles saines.

2. Étoffer les connaissances par le renforcement des capacités et la recherche



Le Global Deal se donne pour objectif d'approfondir les connaissances en matière de dialogue social et de relations professionnelles saines, ainsi que combler les lacunes dans la recherche existante. Son but en cela est pratique: offrir un soutien mieux adapté aux besoins des partenaires et aider au renforcement de leurs capacités, y compris par le biais d'une assistance technique et d'un appui pour les partenaires souhaitant améliorer leurs institutions pour le dialogue social et des relations professionnelles saines.

3. Offrir des plateformes pour l'échange d'expériences et de bonnes pratiques



Le Global Deal encourage l'interaction et l'échange de connaissances entre les partenaires, notamment par l'organisation de séminaires et de tables-rondes aux niveaux national, régional et international. Le but est de permettre et d'animer un dialogue multisectoriel entre les gouvernements, les organisations syndicales, la société civile, les organisations internationales et les entreprises.

PHILOSOPHIE DE LA PLATEFORME

Un **meilleur climat social** et une **répartition plus juste** des richesses **profitent à l'ensemble des parties prenantes**



BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL



DROITS RÉELS

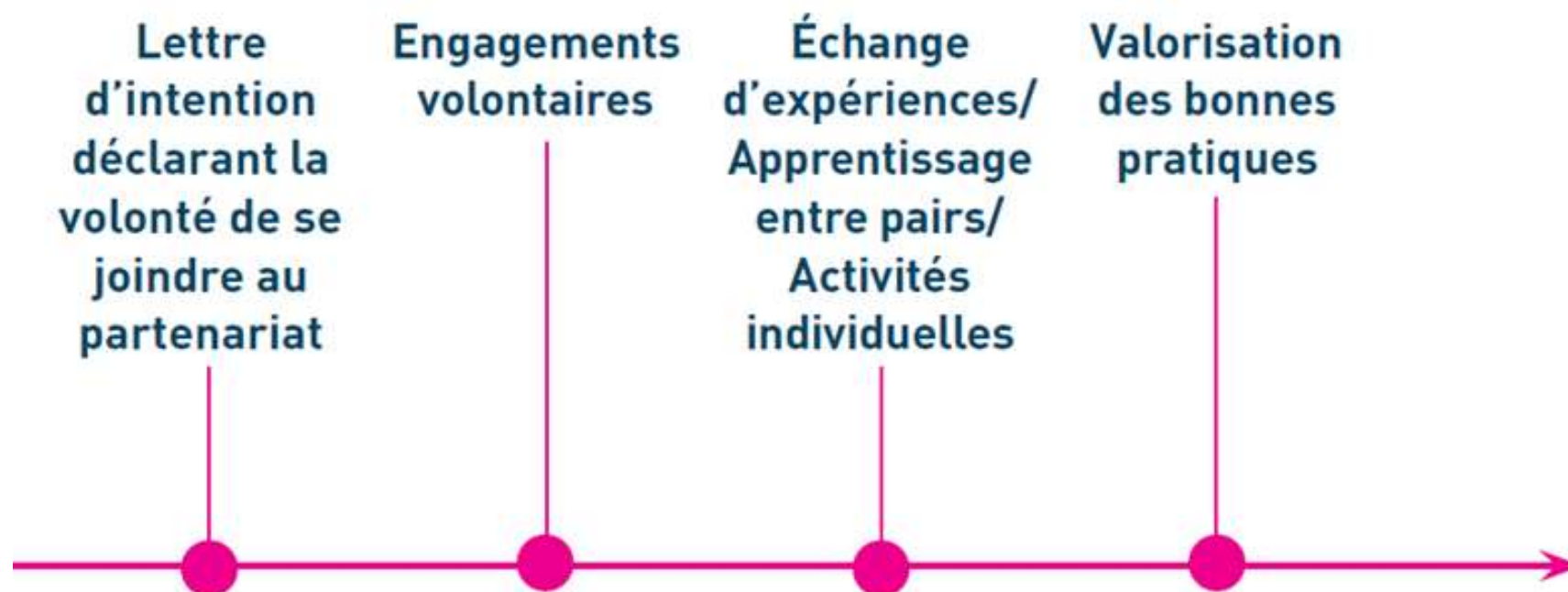


PRODUCTIVITÉ



POUVOIR D'ACHAT

REJOINDRE LA PLATEFORME MONDIALE



LES CRITÈRES D'ADHÉSION

POUR LES ÉTATS

- fournir les efforts nécessaires en vue de **ratifier et de respecter les conventions** fondamentales de l'OIT
- **reconnaître le dialogue social** comme partie intégrante d'une forme démocratique de gouvernance, **en faciliter les structures et encourager les accords concrets** par des négociations collectives.

POUR LES EMPLOYEURS

- **agir en tenant compte de la responsabilité sociale** et être prêt à **négoier des accords** sur le plan local, national, régional ou mondial.
- **faire preuve de diligence** en s'efforçant de trouver des **chaînes de distribution responsables**, conformément aux normes internationales

POUR LES ORGANISATIONS SYNDICALES

- **agir conformément à leurs responsabilités sociales** lors des négociations
- contribuer au **développement global de l'entreprise ou de l'organisation**








➡ **Pour les Etats, employeurs, entreprises et organisations syndicale :** le Global Deal est un moyen **d'avancer ensemble** vers des objectifs communs **en faveur d'une croissance inclusive et du développement durable.**

LES PARTENAIRES MONDIAUX

=>près de 130 partenaires : >20 gouvernements, 45 employeurs, >30 organisations syndicales, et 20aine d'autres institutions (ONG, OSC..).

QUELQUES EXEMPLES

- PAYS

Angola	
Argentina	
Austria	
Bangladesh	
Belgium	
Cambodia	
Canada	

- ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET INSTITUTIONS

International Labour Organization (ILO)	
International Trade Centre (ITC)	
Olof Palme International Center (OPIC)	
Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD)	
Oxfam	
Paris Regional Council	

- SYNDICATS INTERNATIONAUX

Trade unions

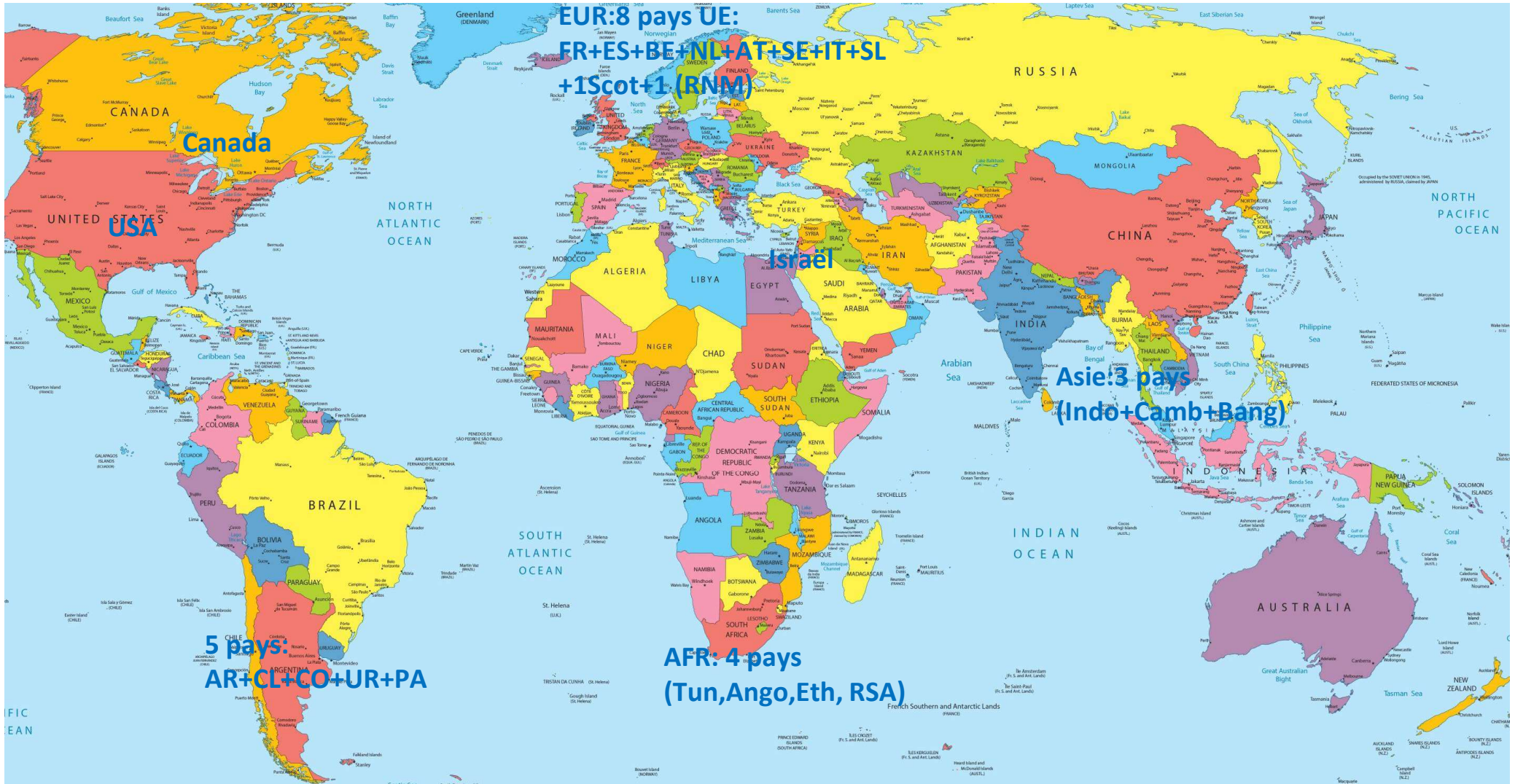
Council of Nordic Trade Unions (NFS)	
CFE-CGC Energies	
Eurocadres - Council of European Professional and Managerial Staff	
Federation of Somali Trade Unions (FESTU)	

- GROUPES MONDIAUX

Swedfund	
Systembolaget	
Telenor Sweden	
Telia Company	
The B Team	
The Somali Chamber of Commerce and Industry (SCCI)	

=>Entrée
des USA
depuis 
sept 2022

[Partners - OECD \(theglobaldeal.com\)](https://theglobaldeal.com)



FOCUS PAYS/ DIALOGUE SOCIAL



- USA 
- Chine 
- Russie 
- Allemagne 
- Australie 
- Mexique 
- Indonésie 

LA PLATEFORME FRANÇAISE DU GLOBAL DEAL



HISTORIQUE

2017

Annnonce de l'adhésion de la France au « Global Deal » au Sommet social de Göteborg



« Le 'Global Deal' est exactement ce dont nous avons besoin dans nos économies et nos sociétés. »

Emmanuel Macron,
Président de la République



Lancement de la plateforme France par Muriel Pénicaud, ministre du Travail, avec les partenaires nationaux, entreprises et organisations internationales

2018

Le Global Deal, initiative suédoise est porté par l'OCDE et l'OIT

2019

Contribution du Global Deal France au G7 Social et publication d'un livret



2020

Lancement par Elisabeth Borne d'une 2^{de} phase du Global Deal France, restitution du groupe sur les violences au travail (convention 190 OIT)

2021

Présidence française de l'UE : restitution de 4 groupes sur les sujets européens à la Ministre Elisabeth Borne et à l'OCDE/OIT

2022

Tavaux sur le devoir de vigilance, la RSE, et la qualité du dialogue social

L'échange de bonnes pratiques via le Global Deal participe à alimenter la réflexion dans le cadre des discussions internationales et multilatérales du G7, G20, de l'ONU, de l'OIT et de l'UE.

OBJECTIFS DE LA PLATEFORME



- un lieu **de veille des pratiques innovantes du dialogue social**, notamment international
- un lieu **d'analyse des pratiques**, avec la mobilisation du monde académique et l'expertise des organisations internationales
- un **lieu d'échanges sur la diversité des pratiques**, des expériences et leur valeur ajoutée entre les partenaires

LES PARTENAIRES DU GLOBAL DEAL FRANCE



=>30aine d'employeurs
comptant un total de
2,7 millions salariés dans
le monde

LA PLATEFORME FRANÇAISE DU GLOBAL DEAL



- **Après l'adhésion de la France à l'initiative mondiale** du Global Deal, le 17 novembre 2017 au sommet social de Göteborg, la ministre du Travail Muriel Pénicaud a lancé **la plateforme française le 21 décembre 2017**.
- Aujourd'hui, la plateforme compte **près d'une quarantaine de partenaires**.

LE DIALOGUE SOCIAL INTERNATIONAL



THEMES TRAITÉS PAR LE DIALOGUE SOCIAL INTERNATIONAL

La notion de **dialogue social**, selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), inclut tout type de négociation, de consultation ou simplement d'échange d'informations entre les représentants de gouvernements, des employeurs et des travailleurs sur des questions d'intérêt commun touchant aux politiques économiques et sociales.

Les accords, Chartes ou Codes de conduite peuvent porter sur :

- Des actions **d'analyses, enquêtes, baromètres sociaux** ;
- Des actions pour le **développement durable** et la **protection de l'environnement** ;
- La promotion de **l'égalité femmes-hommes**, la diversité et la **prévention du harcèlement**, et **l'équilibre vie personnelle/vie professionnelle** ;
- La **protection sociale** ;
- Le **traitement transnational** de certains sujets par accord, des **moyens ou instances supra-légaux** pour leur suivi ;
- Des mécanismes concertés de **règlement des différends**.
- Des bonnes pratiques sur toute la **chaîne d'approvisionnement** meilleures conditions de travail, droits sociaux fondamentaux ;
- La **qualité de vie au travail (QVT)** prévention des risques de santé, gestion du stress, télétravail, utilisation des TIC ;
- La **gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC)** politique contractuelle, formation des salariés, observatoire européen emploi/métiers ;
- Une **association élargie des syndicats** nationaux pour une compréhension et discussion sur la stratégie économique et sociale mondiale de l'entreprise et sur des sujets plus larges ;

VALEUR AJOUTÉE DU DIALOGUE SOCIAL INTERNATIONAL

- Pour les directions d'entreprises et le management



Améliorer
la communication
aux salariés
sur des enjeux globaux



Promouvoir
l'échange
et en intégrer les résultats
dans **une stratégie**
globale



Répondre
aux attentes
croissantes
en matière de RSE



Prévenir et régler
certains différends
par des procédures
d'alerte/médiation

- Pour les syndicats et représentants du personnel



Avoir un
accès plus direct à la
stratégie mondiale,
l'information globale du
groupe, et influencer les
décisions



Créer
un cadre de vigilance conjoint
dépassant les logiques de
concurrence sociale et partager
des bonnes pratiques



Elargir
les droits syndicaux et de
représentation
et permettre d'apporter
des réponses concertées
avec les syndicats

G7 SOCIAL 2019

-Contribution du Global Deal France-



LES OBJECTIFS DU G7 SOCIAL

1/ Renforcer la justice sociale par une meilleure intégration des **normes internationales** du travail dans le multilatéralisme

2/ Soutenir l'accès à des **protections sociales** universelles

3/ Accompagner les transformations numériques et leur **impact sur l'avenir du travail**

4/ Favoriser l'égalité professionnelle entre les **femmes et les hommes**

1) RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE D'ACCORDS INTERNATIONAUX



favoriser des engagements volontaires des entreprises, pour un **dialogue social interne à l'entreprise et ses filiales**, et des prolongements auprès des fournisseurs et franchisés (chartes, politiques de ressources humaines, lettres d'intention ou accords) ;



Développer les échanges de bonnes pratiques d'entreprises multinationales, élaborer des **grilles de comparaisons sociales** à l'échelle mondiale d'entités comparables.

PARMI PRÈS DE **300 ACCORDS-**
CADRES INTERNATIONAUX, UN TIERS A
ÉTÉ CONCLU PAR DES ENTREPRISES
FRANÇAISES DEPUIS LES ANNÉES 1990



Promouvoir les pratiques vertueuses, et inciter d'autres entreprises multinationales à aller dans le même sens notamment par l'intermédiaire des **organisations syndicales** et de la **société civile**.



- **Améliorer le suivi des engagements et des accords** et une **analyse comparée** au niveau du siège et des filiales (audits, intéressement du management local et implication des directions)

2) RECOMMANDATIONS RELATIVES À LA PROTECTION SOCIALE

55% DE LA POPULATION
MONDIALE NE BÉNÉFICIE
D'AUCUNE PRESTATION
SOCIALE

OBJECTIFS

OFFRIR DES DROITS SOCIAUX À TOUS* les salariés d'un groupe dans le monde, quelle que soit la réalité des marchés du travail locaux, sécuriser les mobilités, fidéliser les talents...



*Conformément aux dispositions de la convention N°102, et de la recommandation 202 OIT et en cohérence avec les ODD, notamment l'ODD 1.3 : « **Mettre en place des systèmes et des mesures de protection sociale pour tous, y compris des socles de protection sociale** »

... **ET COUVRIR LES RISQUES SOCIAUX** en particulier en matière de:



- **couverture santé** sur soins fondamentaux (ex : chirurgie, hospitalisation, maternité, consultation médicale, pharmacie), bilan périodique de santé commence à apparaître pour tous les collaborateurs dans le monde
- **capital décès** (en général 2 ans de salaires versés aux ayant-droits)
- couverture du **risque invalidité partielle/totale**
- **conciliation entre la parentalité et la vie de l'entreprise**, par des droits minimaux à la législation du pays sur les congés (maternité/paternité, adoption, partenaire) rémunérés , et temps flexibles etc...

3) RECOMMANDATIONS LIÉES À L'AVENIR DU TRAVAIL ET AUX COMPÉTENCES



Mettre à disposition des salariés

→ **des outils pertinents** permettant un suivi de leur référentiel de compétences ;

→ **des données collaborateurs** (compétences acquises, formations réalisées ou envisageables) permettant un suivi partagé entre les collaborateurs et leur management.



Favoriser la contribution des entreprises aux démarches d'anticipation par branche et intra-branche :

Partage des facteurs de risques, bonnes pratiques et opportunités d'actions conjointes.

SELON L'OCDE, D'ICI 10 ANS

UN MÉTIER SUR DEUX SERA

TRANSFORMÉ



Renforcer la vigilance et les actions pour le suivi et l'accompagnement des salariés les plus fragiles



Favoriser les échanges entre entreprises au niveau territorial sur leur bassin d'emploi,

Enjeux du cadre de vie (transports, logements, mobilité des salariés, accès aux services, lien avec le service public de l'emploi local)



Encourager le dialogue avec les fournisseurs et les sous-traitants pour anticiper des besoins de compétences, et les questions territoriales



Favoriser l'intégration dans les enjeux stratégiques, de l'accompagnement au changement de toutes les parties prenantes au sein de l'entreprise : salariés, représentants du personnel-syndicats, partenaires.

4) RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES



Promouvoir l'égalité des rémunérations entre les femmes et les hommes



Sensibiliser, former et communiquer au sujet de l'égalité professionnelle femmes-hommes

SELON L'OCDE , À POSTE ÉGAL
LES FEMMES TOUCHENT **12,8%**
DE MOINS QUE LES HOMMES



Lutter contre le sexisme, le harcèlement et les violences au sein et en dehors du lieu de travail



Promouvoir la conciliation entre vie professionnelle et vie privée



Favoriser une mixité dans les processus de recrutement et de mobilité interne

REUNIONS 2018-2022



BUSINESS CASES





BUSINESS CASES

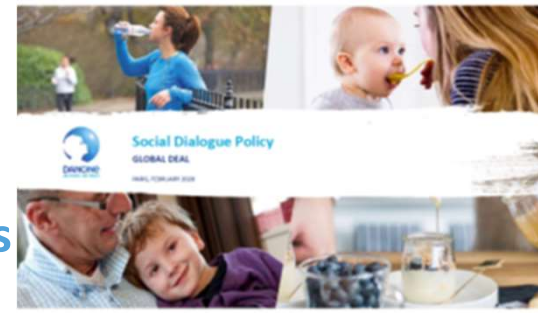


- VINCI Accord Qatar OIT 2017
- DAN'Cares programme de DANONE
- Société Générale : politique de relations sociales
- Solvay : politique de relations sociales



En 2021:

- VEOLIA : politique de relations sociales
- ENGIE : politique de relations sociales
- RIO TINTO



RioTinto



FOCUS PAYS/ DIALOGUE SOCIAL



-USA		Fin 2022:	-Inde	
-Chine			-Maroc	
-Russie				
-Allemagne				
-Australie				
-Mexique				
-Indonésie				

Cas pays-Dialogue social

Etats-Unis, Chine, Russie (2019-20)



Global Deal-Dialogue social



Avec les Conseillers sociaux du Ministère Travail: B.Sevcik, C.Jaeggy-Roulmann, D.Mathieu





Philippe Ferrié,
Directeur Relations
Sociales



Renate Hordnung Draus
(OIE/BIAC/BDA),
Udo Rehfeldt (IRES)

Cas pays-Dialogue social

Australie, Allemagne, Mexique,
Indonésie (2021-22)



Tom Grinter, Uni Global Union



Dr. Kun Wardana Abyoto

Director of ICTS Sector at the UNI Global
Union Asia and Pacific



GT THEMATIQUES 2020-2022



GT Accords Cadres Internationaux



- Focus sur la valeur ajoutée du dialogue social/des accords
- Continuation des échanges et de la publication G7
- Restitution faite l'été 2020

GT Égalité-Prévention des violences



- Continuation des échanges sur égalité femmes/hommes
- Focus sur la prévention des violences au travail pour alimenter transposition Convention internationale OIT N°190)
- Activités autour de la journée du 8 mars
- Restitution décembre 2020 à E.Borne et à la Ministre Elisabeth Moreno (15/03/2021)

GT Socles de Protection sociale/GBN/OIT



- -a) : 2021: famille/parentalité/aidants (cf rapport Libault) : démarches des entreprises,
- -b) 2021: Groupe GBN/Global Deal: prévention des risques sanitaires professionnels (not. épidémiologiques),
- -c) 2022: Bien être au travail et prévention des risques psycho-sociaux,

Autres thèmes 2020-2022

Global Deal France



- **Dialogue Social et gestion de la crise économique et sanitaire**
- **Projet d'Index du Dialogue Social (avec Task force internationale)**
- **Devoir de vigilance et enjeux de Ressources Humaines**
- **Projet depuis juin 2022: Salaires décents (avec B4IG/Global Compact/OIT initiatives)**



Restitution à la Ministre des contributions à la PFUE-Sujets à dimension européenne

Contributions de 4 GT à E.Borne/ Présidence française UE (2021):

1. Béatrice de Lavalette (Région IDF), Anne-Catherine Cudennec (CGC), Gilles Noguérol (Total): **Le dialogue social dans la crise et la reprise**
2. JL Delenne+ Korian : **La prévention des risques de santé par l'entreprise, notamment épidémiologiques** (en lien avec le groupe Global Business Network et l'OIT),
3. JC Sciberras : **la mobilité européenne des apprentis**
4. S.Lobry : **l'évolution des compétences** au regard des mutations économiques et technologiques, et notamment l'appropriation du droit individuel à la formation, avec le CPF,

Sujets à dimension européenne: contribution au forum OCDE



GLOBAL DEAL ANNUAL HIGH-LEVEL SOCIAL DIALOGUE FORUM

PARTNER SESSION: INTERNATIONAL CONTRIBUTIONS FROM THE GLOBAL DEAL
FRANCE PLATFORM | 12 OCT 4PM - 6PM CEST



BÉATRICE DE LAVALETTE

Maire adjointe
Ville de Suresnes



ANNE-CATHERINE CUDENNEC

Secrétaire Nationale Europe et
International
CFE-CGC



SYLVAIN LOBRY

VP Social Dialogue & Social
Fundamentals
Danone



GILLES NOGUÉROL

Directeur des relations sociales
TotalEnergies SE



JEAN-LUC DELENNE

Expert en relations sociales,
ancien Directeur des relations
sociales du groupe Carrefour
Indépendent



JEAN-CHRISTOPHE SCIBERRAS

Global Deal French
Platform
Co-ordinator



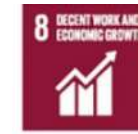
#GLOBALDEALFORUM



Groupe DEVOIR DE VIGILANCE/RESPECT DES ODD

...relatifs notamment au dialogue social: plan de vigilance, limitation des risques et médiation

• Un enjeu majeur...



OECD Guidelines for Multinational Enterprises



UN Guiding Principles on Business and Human Rights

California Transparency in Supply Chains Act

2011

EU Directive on Non-Financial Reporting

2014

UK Modern Slavery Act

2015

German CSR Directive Implementation Act

2017

French Corporate Duty of Vigilance Law

2017

Dutch Child Labor Due Diligence Law

2019

2012
US Dodd Frank Act on Conflict Minerals

2014
Singapore Prevention of Human Trafficking Act

2017
Amendment to US Tariff Act of 1930

2017
EU Conflict Minerals Regulation

2018
Australia Modern Slavery Law

Cadre législatif français du Devoir de Vigilance:

- Cartographie des risques
- Outils de mesure de la prévention d'atteintes aux Droits Fondamentaux (Sociaux et Environnementaux)
- Dispositifs de mise en conformité et de remédiation
- Dispositif de remontée d'alertes



Source : CEO GUIDE TO HUMAN RIGHTS
<https://www.wbcsd.org/Programs/People/Social-Impact/Human-Rights/Resources/CEO-Guide-to-Human-R>

DIVERSITE INITIATIVES DU GLOBAL DEAL FRANCE



La prise en compte de l'actualité internationale

- Production d'une contribution et publication G7 (mars-juin 2019)
- Groupe sur le dialogue social et la gestion de crise/COVID-19 (mai 2020)
- Contribution présentée à l'OCDE sur les enjeux européens et internationaux 2021/2022

LES MEMBRES DU
GLOBAL DEAL S'ENGAGENT
POUR LE G7 SOCIAL

GLOBAL DEAL MEMBERS COMMIT
TO THE G7 SOCIAL



Des invités nationaux/internationaux



[Alke Bössinger](#)



[Kemal Özkan](#)

- Des représentants de fédérations syndicales internationales (IndustriALL, Global Union/UNI)
- Représentants de filiales d'entreprises (ex: Chine, USA, Allemagne, Mexique)
- Des représentants d'instances tripartites (Alliance 8.7/VZF OIT)
- Des acteurs du dialogue social et de la recherche (J-F Pilliard, G.Groux, IRES...)



[Christy Hoffman](#)

[\(sur le groupe Index Dialogue social\)](#)

Des acteurs du dialogue social européen

Laurent Berger,
Président de la
CES / ETUC



Maxime Legrand,
Président de la
CEC



- Echanges et témoignages avec Global Deal France dans le contexte PFUE 2022

La contribution au Global Deal Monde

FORUM ANNUEL DE DIALOGUE SOCIAL
DE HAUT NIVEAU DU GLOBAL DEAL

11-14 OCT 2021

« Les accords nationaux (ANI) santé
au travail et télétravail sont une belle
démonstration de la vitalité du
dialogue social français. »



ÉLISABETH BORNE

Ministre du Travail, de l'Emploi
et de l'Insertion
France

La contribution au Global Deal Monde

- Production d'une contribution au Flagship Report/aux COPILs avec l'OCDE/OIT, contribution des acteurs français par des interventions/témoignages aux Conférences mondiales
- Les échanges avec d'autres acteurs du dialogue social à l'étranger: Suède 🇸🇪 Espagne 🇪🇸, présentation à l'exposition universelle...



La contribution au Global Deal Monde

GOOD PRACTICES



BELIZE

Eliminating Child Labour



CANADA

Securing the right skills for the future of work through social dialogue



PERU

Solving work disputes in the Peruvian banana sector



AIRBUS

Testing Times for Social Dialogue at Airbus France



FRENCH PLATFORM FOR THE GLOBAL DEAL



KEY ACTIVITIES IN 2022



2 GROUPS

- Living Wage: Explore the contribution of social dialogue to achieving living wages.
- Human Rights Due diligence (HRDD): Discuss how social dialogue helps deliver HRDD and how HRDD, in turn, supports the two pillars of social dialogue.

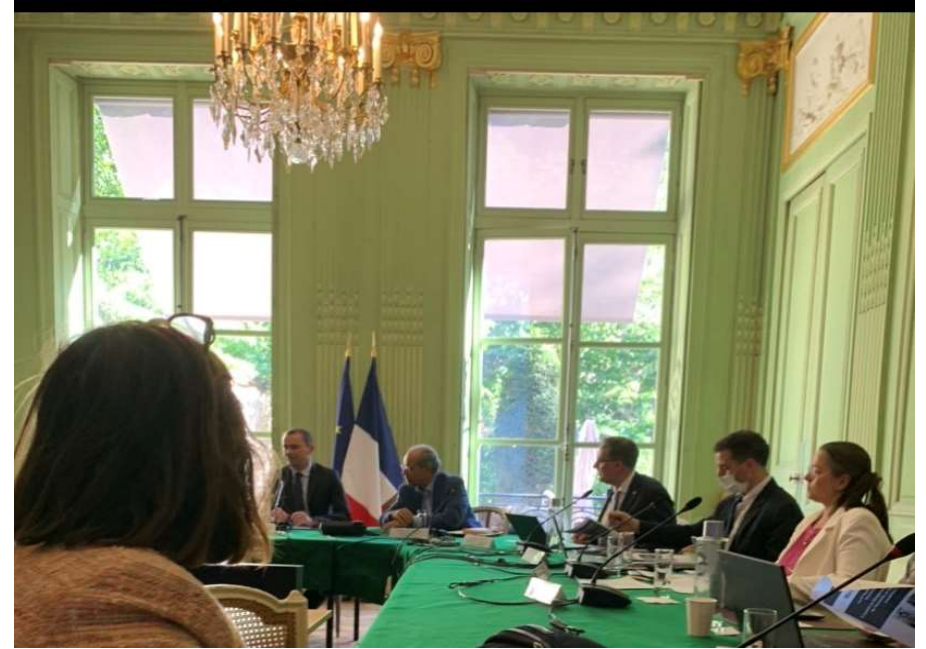
Un soutien du Gouvernement: de M.Penicaud, à E.Borne, jusqu'à Olivier Dussopt

- Depuis 2022, le Global Deal monde fait l'objet d'un soutien financier du Ministère du Travail français et d'une forte contribution à ses travaux depuis 2018



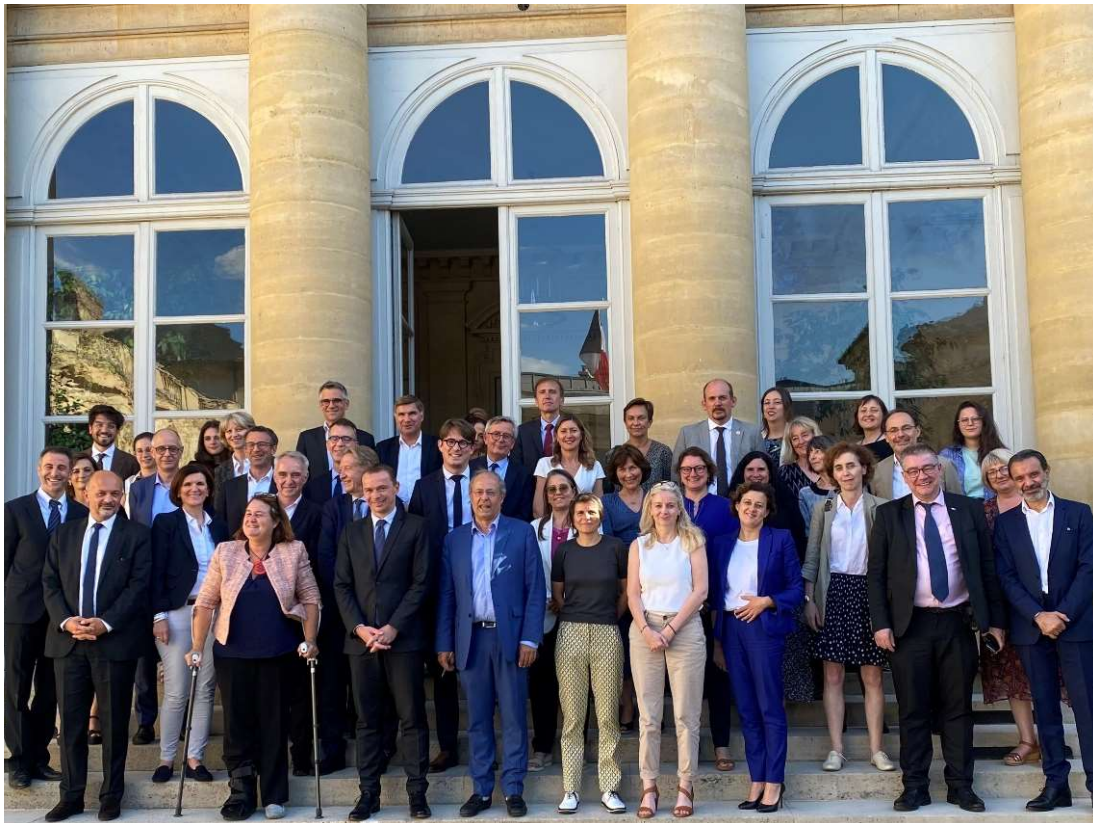
« Nous sommes convaincus que le **dialogue social** sera une des clés pour réussir ces **transformations écologique et digitale** »





Au Ministère - Juin 2022

Une dynamique appuyée par le Ministre du Travail 2021-2022



LES OUTILS DE COMMUNICATION À DISPOSITION

- Le livre : « les membres du Global Deal s'engagent pour le G7 Social »



- Consulter [la version en ligne](#)

- Le dépliant



- Consulter [le document en ligne](#)

- Infographie animée



- Voir [en ligne](#)

DES VIDÉOS ET TÉMOIGNAGES

- [Vidéo](#) : 1 an après le lancement de la plateforme française



UNE RUBRIQUE DÉDIÉE SUR LE SITE DU MINISTÈRE DU TRAVAIL

Consulter [la rubrique](#)

Global Deal | 1 an après l'adhésion de la France, les partenaires mobilisés en faveur du dialogue social à l'international

publié le 09.01.19 - mise à jour 23.08.19



La ministre du Travail a réuni les acteurs du Global Deal à l'occasion de l'anniversaire de l'adhésion de la France à cette initiative, le 8 janvier 2018 à l'Hôtel du Châtelet, en présence notamment de représentants de l'OIT et de l'OCDE, afin de dresser un bilan d'étape et d'envisager les perspectives de développement du Global Deal en France.

"Global deal" Une initiative pour le dialogue social pour réguler la mondialisation



- Les témoignages



UN GROUPE LINKEDIN ACCESSIBLE AUX MEMBRES

- Une plateforme d'échange d'informations et de mise en réseau
- Un outil privilégié pour valoriser le rôle des adhérents dans le cadre de l'initiative, avec près de 80 membres du groupe en 2022

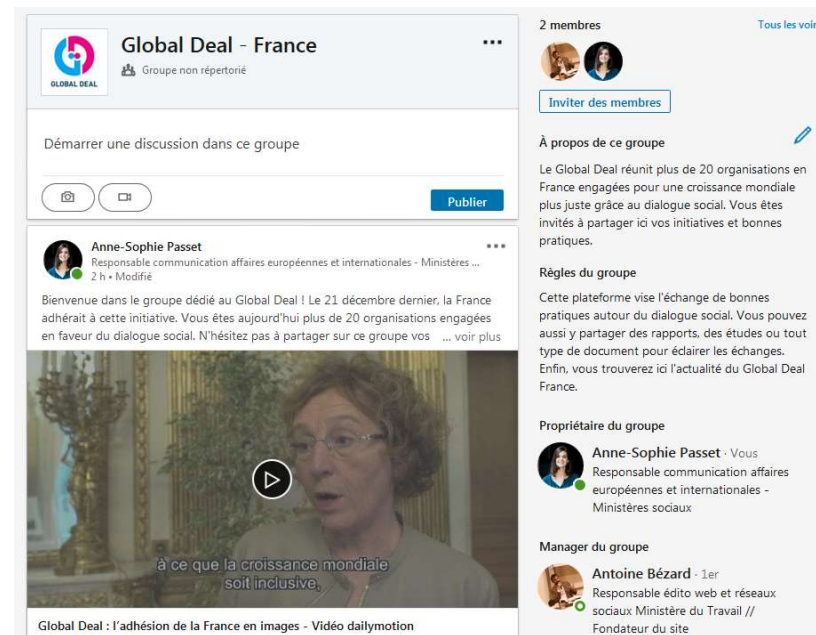
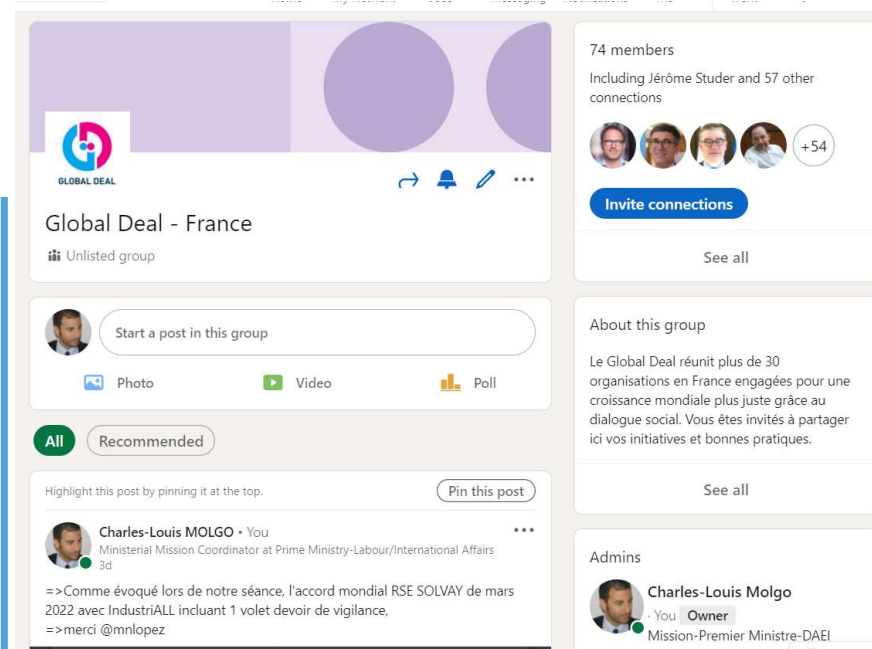
À QUI S'ADRESSE LE GROUPE?

Le groupe s'adresse à l'ensemble des adhérents. Il pourrait être accessible aux conseillers communication. Une personne « ressource » pourra être identifiée au sein de chaque organisation/entreprise afin de contribuer à l'animation du groupe.

OBJECTIFS

- Informer et relayer l'actualité autour de l'initiative (I)
- Donner la parole aux membres et valoriser les bonnes pratiques (II)
- Permettre aux membres de promouvoir l'initiative auprès de leur communauté (III)
- Alimenter la réflexion autour du dialogue social (IV)

[\(14\) Global Deal - France | Groups | LinkedIn](#)



EXEMPLES DE PUBLICATIONS SUR LE GROUPE LINKEDIN

1) ÉVÉNEMENTS LIÉS À L'ACTUALITÉ AUTOUR DE L'INITIATIVE

- À l'occasion de la célébration de l'anniversaire du lancement en France du Global Deal
- Adhésion de nouveaux membres



Dialogue social : après la France, la région Île-de-France adhère à l'initiative Global Deal

Par Clarisse Jay



"Valérie Péresse, présidente de la Région Île-de-France et Béatrice de Lavalette, vice-présidente chargée du dialogue social, ont adhéré au nom de la région Île-de-France à l'initiative internationale Global Deal", annonce la région dans un communiqué, mercredi 18 avril 2018, indiquant être la "première collectivité locale au monde" à s'engager dans cette initiative, à laquelle a adhéré la France en novembre 2017, lors du Sommet social européen de Göteborg en Suède. Lancée en 2016 par la Suède, l'OIT et l'OCDE, Global Deal vise notamment à encourager gouvernements, entreprises, syndicats et organisations à prendre des engagements en faveur d'un

2) RELAIS DES PRISES DE PAROLE MÉDIATIQUES ET TÉMOIGNAGES

Solvay fortifie le taux d'adhésion aux syndicats

| 11/10/2016 |



3) PUBLICATION D'ARTICLES, ÉTUDES OU CHIFFRES CLÉS

Accords d'entreprise transnationaux, un autre dialogue social en Europe

Par : Angélique Mourin-Kuhn | EURACTIV.fr

20 fév. 2018

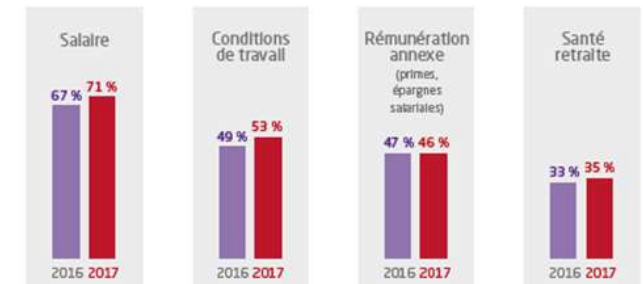
Advertisement



Article Euractiv

Les thèmes que la négociation collective doit aborder

Parmi les grandes thématiques suivantes, quelles sont les trois que vous souhaiteriez voir davantage abordées par la négociation collective dans votre entreprise ?



Étude Humanis, mars 2018

PLUS D'INFORMATIONS

CONTACTS

Jean-Christophe SCIBERRAS,

Coordinateur missionné par le Ministre: jean.christophe.sciberras@gmail.com

Charles-Louis MOLGO

Responsable de l'animation de la plateforme française du Global Deal,
DAEI-Ministères du Travail, plein emploi, insertion et Santé/ Solidarités-
charles-louis.molgo@sg.social.gouv.fr

Plus d'informations sur la plateforme française :

- Sur la page web du Ministère, rubrique « Europe et international »
- Sur LinkedIn : Global Deal - France (groupe réservé aux membres invités)
- Sur Twitter : @GlobalDealFran1

